



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Marché de fourniture de denrées alimentaires

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 10/04/2026 à 12:00.00

CHU de BESANCON
Etablissement support du GHT-CFC
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 BESANCON CEDEX
Tél : 03 81 21 80 47

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Marché de fourniture de denrées alimentaires
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	26
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Avec
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	5
1.3 - Type et forme de contrat	5
1.4 - Décomposition de la consultation - Montant estimatif annuel maximum.....	5
1.5 - Allotissement géographique - Montant estimatif annuel maximum.....	6
1.6 - Nomenclature.....	6
2 - Conditions de la consultation	7
2.1 - Délai de validité des offres.....	7
2.2 - Forme juridique du groupement.....	7
2.3 - Variantes	7
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires.....	7
2.5 - Développement durable - Obligation en matière d’approvisionnement en produits de qualité et durables.....	7
2.6 - Plan de progrès	7
3 - Conditions relatives au contrat	7
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
6.1 - Transmission électronique	10
6.2 - Transmission sous support papier	11
7 - Examen des candidatures et des offres	11
7.1 - Sélection des candidatures.....	11
7.2 - Attribution des accords-cadres	11
7.3 - Suite à donner à la consultation	13
8 - Renseignements complémentaires.....	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
8.2 - Procédures de recours	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :
Marché de fourniture de denrées alimentaires

Le présent marché dont le CHU de Besançon est le coordonnateur a pour objet la fourniture de denrées alimentaires pour le GHT Centre Franche-Comté, le GHT Haute-Saône, les établissements médico-sociaux et les établissements publics scolaires associés.

Lieu(x) d'exécution :
Besançon
25000 Besançon

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

Groupement Hospitalier de Territoire Centre Franche-Comté, qui comprend :

- CHU de Besançon
- Centre Hospitalier Intercommunal de Haute-Comté
- CH Louis Pasteur de Dole
- Etablissement de santé de Quingey
- Centre Hospitalier de Novillars
- CH Paul Nappes
- CH de la sainte Croix
- CH St Louis Ornans
- CHS Saint-ylie Jura

Groupement Hospitalier de la Haute-Saône qui comprend :

- Groupe Hospitalier de Haute Saône
- Centre Hospitalier du Val de Saône
- EHPAD Alfred Dornier
- EHPAD Jean Michel
- EHPAD Villa St Joseph
- EHPAD Cournot-Changey

Les établissements médico-sociaux associés :

- EHPAD Saint Joseph de Flangebouche

Les établissements publics scolaires associés qui comprennent :

- Collège Albert Mathiez
- Collège Gaston Ramon
- Collège Jacques Prévost
- Lycée Professionnel Henri Fertet
- Lycée Polyvalent Augustin Cournot
- Collège Raymond Gueux
- Collège Robert Delaunay
- Collège Romé de l'Isle
- Collège Jules Jeanneney

Le coordonnateur du groupement de commandes est : CHU de BESANCON Etablissement support du GHT-CFC. Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre devra suivre l'exécution de l'accord-cadre.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation - Montant annuel maximum

La présente consultation est décomposée en **26 lots** dont le détail figure dans le BPU ainsi que le CCTP. Le montant maximum est de 18 100 000 € HT par an tous lots confondus et réparti comme suit :

Code nomenclature	Chapitre	Lot(s)	Désignation	Montant maximum annuel (€HT)
10.07	Viandes & volailles fraîches	01	Viandes fraîches Bœuf, Veau, Agneau (hors CHLP Dole et CH Pontarlier)	750 000,00 €
10.07	Viandes & volailles fraîches	02	Porc	500 000 €
10.07	Viandes & volailles fraîches	03	Volailles fraîches	625 000,00 €
10.07	Charcuterie & Triperie & Traiteur & Saucisserie	04	Charcuteries (hors CHLP Dole et CH Pontarlier)	500 000,00 €
10.07	Viandes cuites	05	Viandes cuites	375 000,00 €
10.12	Ovo produits et Produits laitiers	06	Ovo produits et Produits laitiers	2 000 000,00 €
10.12	Fromages	07	Fromages (hors CHLP Dole et CH Pontarlier)	1 000 000,00 €
10.14	Epicerie	08	Conserve	750 000,00 €
10.14	Epicerie	09	Epicerie sèche	3 000 000,00 €
10.03	Produits surgelés	10	Fruits, légumes et pomme de terre surgelés	1 000 000,00 €
10.01	Produits carnés surgelés ou congelés	11	Viandes, abats, volailles surgelés	1 000 000,00 €
10.04	Produits de la mer ou d'eau douce surgelés ou congelés	12	Poissons, crustacés, coquillages, mollusques surgelés	1 000 000,00 €
10.04	Produits surgelés	13	Produits élaborés, plats cuisinés surgelés	1 000 000,00 €
10.04	Produits surgelés	14	Crèmes glacées, glaces et sorbets	500 000,00 €
10.06	Produits surgelés	15	Pains, pâtisseries, viennoiseries surgelés	500 000,00 €
10.11	Boissons	16	Boissons	750 000,00 €
10.09 et 10.10	Fruits, légumes et pomme de terre frais, 4ème et 5ème gamme sous vide	17	Fruits, légumes et pomme de terre frais, 4ème et 5ème gamme, crus et cuits sous vide	1 000 000,00 €
10.15	Produits de textures modifiées	18	Produits de textures modifiées	500 000,00 €
10.14	Epicerie	19	Produits GMS & Alimentation stérile	250 000,00 €
10.05	Préparations alimentaires élaborées réfrigérée	20	Produits élaborés frais	500 000,00 €

10.07	Viandes & volailles fraîches	21	Viandes fraîches Bœuf, Veau, Agneau pour le CHLP de Dole	100 000,00 €
10.07	Charcuterie & Triperie & Traiteur & Saucisserie	22	Charcuterie pour le CHLP de Dole	100 000,00 €
10.12	Fromages	23	Fromage pour le CHLP	100 000,00 €
10.07	Viandes & volailles fraîches	24	Viandes fraîches Bœuf, Veau, Agneau pour le CHIHC	100 000,00 €
10.07	Charcuterie & Triperie & Traiteur & Saucisserie	25	Charcuterie pour le CHIHC	100 000,00 €
10.12	Fromages	26	Fromage pour le CHIHC	100 000,00 €

1.5 - Allotissement géographique - Montant estimatif annuel maximum

Le montant estimatif maximum est de **600 000 € HT par an** pour les deux lots confondus et réparti comme suit :

Lot CHLP de Dole : **300 000 € HT/an**

Lot CHI-HC de Pontarlier : **300 000€ HT/an**

Pour les besoins des établissements CHLP de Dole et CHI-HC de Pontarlier, les lots suivants sont regroupés en zone géographique de la manière suivante :

- Lot CHLP de Dole :
 - Lot 21 : Viandes fraîches Bœuf, Veau, Agneau
 - Lot 22 : Charcuteries
 - Lot 23 : Fromage
- Lot CHI-HC (Pontarlier) :
 - Lot 24 : Viandes fraîches Bœuf, Veau, Agneau
 - Lot 25 : Charcuteries
 - Lot 26 : Fromage

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale	Classification complémentaire
15000000-8 Produits alimentaires, boissons, tabac et produits connexes	15100000-9 Produits de l'élevage, viande et produits à base de viande 15300000-1 Fruits, légumes et produits connexes. 15500000-3 Produits laitiers. 15800000-6 Produits alimentaires divers. 15896000-5 Produits surgelés.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires

Les candidats devront proposer des produits répondant aux critères de la LOI EGALIM, une colonne sera proposée à cet effet dans les BPU (colonne « Offres produits de qualité durable (Egalim) »).

2.5 - Développement durable - Obligation en matière d'approvisionnement en produits de qualité et durables

En application des exigences de la loi « EGALIM » (loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018), le pouvoir adjudicateur fait obligation aux titulaires de fournir au minimum de 50% de produits de qualité et durables, dont 20 % produits issus de l'agriculture biologique. Le montant considéré est le montant facturé.

Cette obligation s'applique à l'ensemble des lots du présent accord cadre. Il est entendu que cette obligation s'applique de manière unitaire à chaque lot concerné.

2.6 - Plan de progrès

Le pouvoir adjudicateur a décidé de s'inscrire dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre. A ce titre, le pouvoir adjudicateur fait obligation au titulaire d'élaborer un plan de progrès au cours de la phase d'exécution des prestations, et ce dans les conditions définies au CCAP.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de réponse technique complété par le candidat
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Les formulaires types (DC4, DC1 et DC2 ou DUME (qui remplacera très prochainement le DC1 et DC2 et simplifie la candidature : pour la création du DUME, l'opérateur économique doit se rendre sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> partie entreprise))
- Les annexes :
 - Annexe n° 1 : Informations sur les adhérents
 - Annexe n° 2 : Contraintes logistiques
 - Annexe n° 3 : Livraison des échantillons
 - Annexe n° 4 : Recensement des besoins détaillés

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Attention : seules les annexes contenues dans le DCE ont valeur contractuelle. Sauf disposition expresse contraire, les candidats ne sont pas autorisés à proposer leur propre bordereau de prix. Si les candidats fournissent l'annexe de bordereau des prix ainsi que leur propre bordereau de prix et que des divergences apparaissent entre les deux documents, le CHU de BESANCON considérera qu'il s'agit de deux offres distinctes et les rejettera.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales fournitures, ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
L'agrément sanitaire, le cas échéant	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Un RIB	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le cadre de réponse technique	Non
Les échantillons (dont les lieux de livraison sont indiqués dans l'annexe n°3)	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits proposés par le candidat (1 seule fiche technique par produit)	Non
Les attestations bio, IGP, SIQO ou autre certification le cas échéant	Non
Le tarif fournisseur applicable à la clientèle à la date de remise de l'offre	Non

Afin d'éviter tout retard dans la notification ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats ont la **possibilité de compléter et signer le formulaire ATTR11** (acte d'engagement). La signature du formulaire est possible mais n'est pas obligatoire ; seul le candidat dont l'offre est retenue est tenu de le signer. **La signature électronique n'est pas obligatoire mais fortement conseillée.**

Les candidats sont, à défaut, informés que seul le dépôt de leur offre (offre financière, BPU, autre annexes financières) vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué, aux conditions de l'offre transmise : tout défaut de signature, retard ou réticence exposera le candidat auteur de l'offre retenue à une action en responsabilité.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CHU de BESANCON
DSHA Bâtiment blanc +2
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 BESANCON Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

- **Critère 1 : PRIX**

Critère et sous critères	Pondération sur 100
<p>Critère 1 : Prix apprécié sur la base montant total HT du lot analysé et correspondant à : Montant total HT de l'offre de base + Montant total HT Offre produits Egalim (PSE Obligatoire).</p> <p>La formule utilisée pour le calcul de la note relative au BPU est la suivante :</p> $\text{Note du candidat X} = \frac{\text{Montant du lot du candidat le moins disant}}{\text{Montant de l'offre du lot du candidat X}} \times \text{Nombre de points du critère}$ <p>Sachant que « Montant du lot du candidat X » : Montant de l'offre conventionnelle + Montant de l'offre Egalim</p> <p><u>Sous-critères :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Offre BPU : 80 points- Remise catalogue : 15 points- Remise logistique incitative : 5 points	40 points

--	--

- Remise sur catalogue (offres promotionnelles comprises) : note calculée après comparaison des prix remisés de 4 produits identiques sur les catalogues des fournisseurs.
- Les remises logistiques incitatives seront appréciées en fonction des remises effectuées selon la quantité de produits commandés, ou leurs conditionnement (ex : la palette) et des remises effectuées en fonction des fréquences de commandes (nombre limité de commandes).
- **Critère 2 : QUALITE**

Critère et sous critères	Pondération sur 100
Critère 2 : <u>Qualité</u> jugée au regard des fiches techniques des produits et du cadre de réponse technique. Sous-critère : <ul style="list-style-type: none"> - Appréciation sur fiches techniques et/ou qualité gustative et organoleptique des échantillons le cas échéant : 100 points 	40 points

Pour le sous-critère « appréciation sur fiches techniques » : la qualité des produits sera jugée à partir des fiches techniques fournies par les entreprises et à l'appréciation des informations qui y sont mentionnées par les personnes qualifiées issues des adhérents du groupement lors de la commission de choix.

Une sélection de 06 produits maximum par lot sera faite pour l'étude des fiches techniques. Ainsi seront regardées les caractéristiques physiques (calibre, grammage, conditionnement), nutritives (rapport protéines sur lipides pour 100 grammes) et nutritionnelles.

Pour le sous-critère « qualité gustative et organoleptique » : elle sera jugée par une commission chargée d'évaluer la qualité gustative (qui est composée à la fois de personnes qualifiées et de personnes consommatrices des produits, issues des adhérents du groupement), chargées de noter objectivement les produits proposés après dégustation.

Cette dégustation interviendra sur les produits identifiés à l'annexe n° 3 (livraison des échantillons). Ainsi seront regardés l'aspect visuel, la texture, la saveur, la tenue (à la coupe et/ou comportement après cuisson).

Les fournisseurs devront envoyer les échantillons en semaine 17 (entre le 20 et 24 Avril 2026) par lot et sur les lieux de livraison indiqué dans l'annexe 3.

Lorsqu'un échantillon a été demandé et n'est pas transmis par le fournisseur, l'appréciation se fera uniquement sur la fiche technique mais la note du critère sera divisée par deux.

Pour les lots 22 et 25, les échantillons seront transmis aux établissements concernés.

- **Critère 3 : PERFORMANCES EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Critère et sous-critère	Pondération sur 100
Critère 3 : Performances en matière de protection de l'environnement jugée au regard du cadre de réponse technique Sous-critère : <ul style="list-style-type: none"> - Circuit de transport des produits : 40 points - Délai d'approvisionnement : 40 points - Démarche d'optimisation des tournées de livraison (regroupement, taux de remplissage des véhicules réduisant la distance et le temps de route en respectant les contraintes logistiques) : 20 points 	10 points

- **Critère 4 : PERFORMANCES EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT D'APPROVISIONNEMENTS DIRECTS DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE**

Critère et sous-critère	Pondération sur 100
Critère 4 : Performances en matière de développement d'approvisionnements directs des produits de l'agriculture jugée au regard du cadre de réponse technique Sous-critère : <ul style="list-style-type: none"> - Approvisionnement direct (Traçabilité & Nombre d'intermédiaire) : 100 points 	10 points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours. A cet effet, les opérateurs économiques sont invités à utiliser l'espace de stockage numérique disponible sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin d'y déposer les pièces.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 BESANCON CEDEX

Tél : 03 81 82 60 00
Télécopie : 03 81 82 60 01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 BESANCON CEDEX

Tél : 03 81 82 60 00
Télécopie : 03 81 82 60 01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nançy
1 rue Préfet Claude Erignac
54038 Nançy